



Observatoire canadien
sur les crises et
l'action humanitaires

Compte rendu de Colloque

L'aide en crise : des conséquences locales aux opportunités imposées



14 janvier 2026

Avant-propos

Ce compte rendu vise à rassembler et mettre en valeur les principaux enseignements, analyses et réflexions issus du colloque « *L'aide en crise : des conséquences locales aux opportunités imposées* », organisé par l'OCCA à l'UQAM le 24 octobre 2025. Cette journée d'échanges a réuni des chercheur.e.s, praticien.ne.s, et des décideurs publics autour d'un constat partagé : dans un contexte marqué par la baisse de l'aide publique au développement, par des crises prolongées et par une recomposition rapide des rapports de pouvoir, il devient essentiel de repenser en profondeur les modèles, pratiques et finalités de la coopération internationale. À travers trois panels thématiques, une conférence inaugurale et des discussions riches, le colloque a permis de croiser des perspectives académiques, institutionnelles et de terrain afin d'éclairer les tensions actuelles, les conséquences locales des bouleversements globaux et les opportunités de transformation qui émergent.

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à l'ensemble des auteur.e.s des présentations, dont les contributions ont permis d'alimenter des discussions d'une grande qualité et de mettre en lumière des perspectives essentielles dans un contexte mondial en recomposition. Leur engagement, leur expertise et la générosité de leurs analyses ont été au cœur de la réussite de cet événement. Il convient de préciser que ce compte rendu propose une synthèse des interventions et ne reflète pas nécessairement, en tout point, le verbatim des exposés présentés par les auteur.e.s.

Nos remerciements s'adressent également à nos partenaires, le **ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)**, les **Fonds de recherche du Québec (FRQ)** et l'**École des sciences de la gestion (ESG)**, dont le soutien a rendu possible la tenue du colloque et la production de ce compte rendu. Leur appui témoigne de l'importance accordée au dialogue interdisciplinaire et aux recherches qui contribuent à penser l'action internationale de manière plus juste, durable et éclairée.

PRÉSENTATION DE L'ÉVÉNEMENT :

L'événement intitulé « **L'aide en crise : des conséquences locales aux opportunités imposées** », organisé par l'**Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaires (OCCA)** de l'Université du Québec à Montréal, s'est tenu le **vendredi 24 octobre 2025** à la salle C-1140 de l'UQAM.

Ce colloque s'inscrivait dans un contexte de profonds bouleversements du secteur de l'aide internationale, marqué par la réduction ou le gel de l'aide publique au développement, les crises climatiques, les conflits prolongés et les pressions économiques mondiales. La journée avait pour but d'analyser les conséquences concrètes de ces transformations sur les organisations humanitaires et les populations touchées, en mettant en lumière les opportunités et les innovations émergentes : nouvelles formes de financement, localisation de l'aide, et adaptation des pratiques.

La rencontre visait à créer un espace de réflexion interdisciplinaire et de dialogue entre chercheur.e.s, praticien.ne.s et décideur.se.s, afin de repenser les modèles actuels de la coopération internationale et d'imaginer des pistes d'action plus durables, équitables et justes.

Le programme de la journée s'est déroulé en trois temps, chacun consacré à un aspect particulier des transformations de l'aide internationale.

Le colloque s'est ouvert par les mots de bienvenue de Marie-Claude Savard et la conférence inaugurale de Benoît-Pierre Laramée.

Trois panels ont ensuite structuré la journée :

- Le premier, intitulé « *Structure, financements et alternatives* », portait sur les transformations du modèle économique de l'aide et les tensions internes au secteur.
- Le deuxième, « *Résistances et opportunités* » a mis en lumière les stratégies d'adaptation des acteurs locaux et les enjeux liés à la localisation de l'aide.
- Finalement, le troisième, « *Études de cas et innovations émergentes* », a présenté diverses expériences de terrain illustrant les effets du sous-financement et les pistes d'innovation.

La journée s'est conclue par une allocution de François Audet, suivie d'un cocktail de réseautage.

INTRODUCTION

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'aide internationale s'appuyait sur une architecture relativement stable : des États donateurs, de grandes agences multilatérales, des ONG internationales et des cadres bien établis de coopération. Toutefois, cette stabilité apparente a commencé à être bousculée à partir des années 2000, puis beaucoup plus nettement encore au cours des années 2010.

En effet, les années 2000 marquaient un premier tournant : multiplication des crises prolongées (en Afghanistan, en Irak, en RDC), catastrophes climatiques majeures, arrivée de nouveaux bailleurs, comme la Chine ou les pays du Golfe et l'explosion des besoins humanitaires. Face à cette augmentation de la complexité, le système hérité des décennies précédentes commence alors à montrer ses limites.

Au cours de la décennie 2010, on observe un nouveau tournant dans la dynamique de ces tensions, qui s'inscrivent durablement de manière plus intriquée. Le système de l'aide est confronté à une situation de crises polycentriques, où elles se multiplient, s'étendent dans le temps et s'entremêlent : conflits de longue durée (Syrie, Yémen, Sahel), déplacements massifs des populations, impacts climatiques accélérés, pandémies, instabilités politiques... L'enchevêtrement de ces dynamiques met à rude épreuve un modèle d'aide qui n'avait pas été conçu pour répondre à une telle simultanéité et complexité.

Parallèlement, le secteur fait face à une remise en question profonde de ses pratiques : critiques croissantes sur l'efficacité et la légitimité de l'aide, dénonciations des rapports de pouvoir, des héritages coloniaux et des inégalités structurelles, demandes de plus en plus fortes en faveur de la localisation. Le « *Grand Bargain* », lancé en 2016, matérialise ce tournant en appelant à renforcer le rôle des acteurs locaux, à réorienter les financements et à simplifier des procédures devenues trop lourdes.

Aujourd'hui, un véritable tournant est observé et il se caractérise ainsi :

- un modèle traditionnel de plus en plus fragilisé : budgets en baisse, fatigue des donateurs, concurrence entre crises et priorités nationales.
- Un système obligé de devenir plus efficace, plus innovant et davantage centré sur les personnes touchées, qui amènent les organisations de terrain et les populations concernées à repenser leur rôle, leur capacité d'action et leur place dans la gouvernance de l'aide.

C'est dans ce paysage en pleine transformation que s'est tenue la conférence « *L'aide en crise : des conséquences locales aux opportunités imposées* ». Elle visait non seulement à dresser un état des lieux, mais aussi à comprendre pourquoi il devient aujourd'hui

indispensable d'ouvrir un espace de dialogue permettant de repenser l'aide, ses pratiques, ses acteurs, ses financements et ses objectifs.

En effet, les bouleversements actuels rendent indispensable un examen critique et collectif du système d'aide. Celui-ci traverse une crise de légitimité, d'efficacité et de pertinence. Certains évoquent même un véritable « reset humanitaire », un moment charnière où il devient nécessaire de repenser en profondeur les priorités, les mécanismes d'intervention, les modes de financement et la place accordée aux acteurs locaux.

L'enjeu est majeur. Une adaptation inadéquate risquerait d'engendrer des effets pervers, voire une inefficacité, une duplication des actions, le renforcement des situations de dépendance ou une marginalisation des acteurs locaux. À l'inverse, saisir les opportunités nées de cette période de transition peut transformer ces défis en leviers d'innovation, de durabilité et d'équité dans l'aide.

La conférence s'inscrit pleinement dans cette dynamique. En réunissant chercheur.se.s, praticien.ne.s, acteurs de terrain et décideur.se.s, elle a offert un espace de dialogue inédit entre mondes académique, opérationnel et politique. Elle a permis de croiser les regards sur les conséquences locales des mutations globales, mais aussi sur ces « opportunités imposées » qui, bien que contraignantes, peuvent devenir de véritables moteurs de transformation positive.

Ce compte rendu résume les principaux enseignements de la journée : les débats autour de la structure de l'aide, ses modes de financement, de la localisation et des innovations ainsi que les pistes d'action envisagées pour améliorer la coopération internationale et l'action humanitaire.

LE MOT DE BIENVENU :

Marie-Claude Savard (OCCA) et Benoît-Pierre Laramée (OCCA)

L'ouverture du colloque souligne l'importance du dialogue entre la pratique et la recherche, dans un contexte mondial traversé par des crises multiples, des conflits prolongés et une polarisation croissante des discours. Le défi principal est de réinventer la coopération internationale, alors que la baisse de l'aide publique au développement (APD) affaiblit la solidarité mondiale et remet en question la défense des biens communs. L'époque actuelle marque ainsi un tournant, qui appelle à de nouvelles formes d'innovation et une révision en profondeur des paradigmes de l'aide.

L'analyse s'articule autour de trois axes : un état de la situation, les impacts observés et les pistes de transition. Le diagnostic d'ouverture met en lumière un événement déclencheur : la fermeture, en juillet 2025, de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), qui a marqué un tournant majeur dans la coopération mondiale. Pour la première fois depuis trente ans, la pauvreté mondiale cesse de diminuer. En parallèle, les principaux pays donateurs (États-Unis, Royaume-Uni, France et Allemagne) ont réduit simultanément leurs contributions, provoquant un choc systémique. Par ailleurs, l'intégration croissante des agences d'aide aux ministères des Affaires étrangères, signe que l'aide publique au développement (APD) devient de plus en plus un outil au service des politiques nationales, plutôt qu'un instrument de solidarité internationale.

Les conséquences sont nombreuses. Dans plusieurs pays, notamment dans les pays du sud global, la baisse de l'aide touche directement des secteurs essentiels comme la santé, la gouvernance, la stabilité économique et la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). L'architecture internationale de l'aide se trouve elle aussi fragilisée : la réduction des financements américains, qui représentaient près de la moitié de la réponse humanitaire mondiale a contraint l'Organisation des Nations Unies (l'ONU) et plusieurs de ses agences à revoir profondément leurs programmes. Les organisations non gouvernementales (ONG), internationales mais aussi locales, subissent de fortes pertes d'emplois et voient leurs capacités d'action considérablement affaiblies. Les pays donateurs enregistrent de leur côté une érosion de leur influence, une contraction de certains marchés liés à l'aide et une vulnérabilité accrue dans l'accès aux ressources stratégiques.

Dans ce contexte, de nouvelles dynamiques de transition émergent. Les pays africains, particulièrement touchés, cherchent à gagner en autonomie financière, à maximiser l'utilisation de leurs ressources internes, à transformer localement leurs matières premières et à intensifier les échanges intra-continentaux. Simultanément, de nouveaux acteurs de la coopération internationale, comme la Chine, la Turquie ou encore les pays du Golfe,

prennent une place croissante en proposant une aide sans condition politique explicite. De leur côté, les opinions publiques des pays donateurs accordent davantage d'importance aux questions de sécurité et de compétitivité commerciale, reléguant la lutte contre la pauvreté au second plan.

La crise actuelle met en lumière la vulnérabilité structurelle du système d'aide tout en offrant une occasion de le réinventer. L'APD tend à être requalifiée en investissement mutuel fondé sur la réciprocité et la mesure des résultats, plutôt qu'en acte de charité unilatéral. Les besoins mondiaux – santé, climat, sécurité alimentaire, migration – croissent plus vite que les ressources disponibles, rendant obsolète la référence traditionnelle au ratio de 0,7 % du revenu national brut. L'enjeu devient celui de la qualité, de l'efficacité et de la cohérence de l'aide.

Cette crise révèle la vulnérabilité structurelle du système d'aide, tout en ouvrant la voie à la possibilité de le repenser et l'opportunité de le réinventer. L'APD tend désormais à être considéré non plus comme un simple geste de charité unilatéral, mais comme un investissement mutuel, fondé sur la réciprocité et sur la mesure des résultats. Par ailleurs, les besoins mondiaux, notamment en santé, climat, sécurité alimentaire, migrations, etc., augmentent plus vite que les ressources disponibles. La référence classique au ratio de 0,7 % du revenu national brut apparaît donc dépassée. L'enjeu n'est plus seulement la quantité de l'aide, mais également sur sa qualité, son efficacité et sa cohérence.

L'ouverture du colloque se conclut sur un appel à la réflexion collective autour du rôle futur de la coopération internationale, de l'innovation et du savoir scientifique dans ce moment de transition historique.

Ce nouveau contexte appelle à une redéfinition du contrat social international. Du côté des pays donateurs, il exige davantage de transparence et de résultats concrets et tangibles. Du côté des pays bénéficiaires, il suppose une mobilisation accrue des ressources internes et une gouvernance plus équitable. Mais au-delà des simples réajustements budgétaires, l'enjeu est de redonner du sens à la coopération, de réaffirmer l'importance du multilatéralisme et de bâtir une solidarité mondiale renouvelée, capable d'intégrer les transformations technologiques et sociétales à venir. L'ouverture du colloque se conclut sur un appel à la réflexion collective autour du rôle futur de la coopération internationale, de l'innovation et du savoir scientifique dans ce moment de transition historique.

PANNEL 01 : STRUCTURE, FINANCEMENTS ET ALTERNATIVES

Quand l'aide vacille : tensions et appels à la transformation d'un secteur contesté

Laurence Ouellet-Boivin (UQAM), Katherine Robitaille (U. Laval) et Sara Farley (UQAM)

Cette première présentation propose une analyse critique de la crise actuelle de la coopération internationale, à partir du démantèlement de l'USAID, événement perçu comme révélateur des paradoxes et des tensions structurelles d'un secteur en mutation.

Le modèle actuel de l'aide internationale trouve ses origines dans l'après-guerre froide, autour d'une vision centrée sur la modernisation et la croissance économique, promue par les grandes institutions multilatérales. Ce cadre a instauré une hiérarchie persistante entre les pays du Nord et ceux du Sud, plaçant des organismes comme l'USAID au cœur du système de l'aide. Sa disparition soudaine révèle la fragilité de ce modèle, encore marqué par la dépendance, la reproduction des inégalités et la concentration du pouvoir entre les mains des pays donateurs.

La crise actuelle exacerbe ces logiques hiérarchiques et appelle à une réflexion critique sur la position et les pratiques des acteurs du Nord. Plutôt que de se limiter à l'analyse des crises qui touchent le Sud, il s'agit d'interroger les structures et les mécanismes qui les génèrent.

Les recherches scientifiques et institutionnelles montrent que cette reconfiguration touche d'abord les populations déjà vulnérabilisées: personnes déplacées ou migrantes, victimes de violences de genre, communautés LGBTQ+, ou encore populations confrontées à l'insécurité alimentaire. La réduction de l'aide internationale aggrave la situation en fragilisant les systèmes de santé et de nutrition, en affaiblissant les compétences humanitaires et en érodant le principe même de coopération multilatérale.

L'analyse met en évidence plusieurs paradoxes : une aide humanitaire fondée sur des logiques économiques et politiques ; des dispositifs de renforcement des États qui, paradoxalement, entretiennent la dépendance ; des financements issus de pays directement engagés dans des conflits ; et une dimension coloniale et paternaliste toujours présente dans la conception même de l'aide. L'abolition de l'USAID met en évidence ces contradictions, révélant que les tensions du secteur ne relèvent pas d'une crise passagère ou ponctuelle, mais de problèmes structurels profonds et durables.

L'approche adoptée s'appuie sur la théorie des paradoxes, les perspectives critiques de la colonialité et du féminisme postcolonial. Ces cadres permettent d'analyser la continuité des rapports de domination et de comprendre comment la coopération internationale continue de reproduire les asymétries de pouvoir héritées du passé colonial. Le retrait progressif des acteurs du Nord ne rompt pas ces dynamiques : il en transfère simplement la responsabilité vers les pays du Sud, qui demeurent prisonniers des catégories, normes et modèles imposés.

L'analyse met aussi en évidence l'influence persistante des standards internationaux dominants (ceux de l'OCDE, du FMI et de la Banque mondiale) ainsi que les effets d'une professionnalisation du secteur reposant sur des pratiques uniformisées et une expertise largement issue du Nord. Ces dynamiques entretiennent la fragmentation des acteurs, la compétition pour l'accès aux ressources et une autonomie institutionnelle souvent illusoire dans les pays bénéficiaires.

Malgré ces constats, des espaces de résistance et d'innovation émergent : initiatives d'autodétermination, coopérations Sud-Sud, relocalisation des savoirs et redéfinition des partenariats fondée sur la coresponsabilité et la justice. Ces dynamiques invitent à repenser la coopération internationale, non plus comme un instrument de domination, mais comme un espace de transformation solidaire.

Ainsi, le démantèlement de l'USAID apparaît moins comme un effondrement que comme le symptôme d'un système arrivé à bout de souffle. Il ouvre néanmoins la possibilité d'une refonte : repenser la coopération depuis ses fondements, reconnaître la persistance des rapports coloniaux entre le Nord et le Sud, et imaginer des formes d'aide réellement émancipatrices, inclusives et décentralisées. Cette réflexion se termine par un appel à une réflexivité collective et à la reconstruction d'une solidarité internationale capable d'accueillir la diversité des savoirs, des expériences et des voix

L'impérative limitation du modèle économique de l'aide humanitaire internationale

Pierre Micheletti (UGA, U. Grenoble-Alpes, SOS Méditerranée)

Cette présentation cherche à comprendre les dérives et les limites du modèle économique actuel de l'aide humanitaire internationale, en le replaçant dans son contexte historique et politique. Elle montre que la crise actuelle du financement de l'aide ne peut se comprendre que si l'on reconnaît que ce système a, dès le départ, été pensé comme un instrument de puissance et de diplomatie, plutôt que comme un véritable outil de solidarité. Depuis le début du XX^e siècle, les budgets d'aide ont surtout servi des objectifs politiques : la

coopération internationale s'est développée comme une forme de *soft power*, prolongeant l'influence des États donateurs.

Aujourd'hui, les déséquilibres sont frappants. Le budget mondial consacré à l'aide humanitaire d'urgence avoisine les 40 milliards de dollars, celui de l'aide publique au développement environ 210 milliards, tandis que les transferts d'argent des diasporas s'élèvent à près de 830 milliards de dollars. Ces « remises migratoires » sont désormais la principale source de soutien pour les pays du Sud global, montrant que ce sont souvent les populations elles-mêmes qui compensent les faiblesses des mécanismes officiels d'aide.

En parallèle, les besoins explosent : on est passé de 50 millions de personnes dépendantes de l'aide d'urgence il y a vingt ans à près de 400 millions aujourd'hui. Les crises prolongées, autrefois exceptionnelles, représentent désormais 90 % des situations humanitaires, et plus de 120 millions de personnes sont déplacées de force. Face à cette réalité, le modèle actuel, basé sur des financements annuels et une logique de court terme, montre clairement ses limites.

Le déficit structurel de l'aide humanitaire ne cesse de se creuser : à peine 60 % des besoins mondiaux sont aujourd'hui couverts. Les dons privés ont fortement reculé, passant de 11 à 7 milliards de dollars entre 2020 et 2024. À l'inverse, 80 % des ressources proviennent du secteur public, concentrées entre une vingtaine de pays de l'OCDE, dont une dizaine assurent à eux seuls plus de 80 % du financement mondial. Cette forte concentration a donné naissance à un véritable club fermé de bailleurs, où les priorités politiques de quelques États influencent près de 90 % des décisions budgétaires, souvent au détriment des besoins locaux réels.

Les acteurs locaux, pourtant en première ligne face aux crises, ne reçoivent qu'une faible part des financements (environ 6 % en 2024). La gouvernance de l'aide reste largement centralisée et dépendante, avec des règles imposées d'en haut. De plus, la gestion annuelle des budgets empêche toute planification à long terme, pourtant essentielle dans un contexte de crises durables. À cela s'ajoutent des difficultés internes : un déficit de financement estimé entre 34 et 43 %, des fermetures de programmes, et des choix douloureux entre la protection des sièges administratifs et le maintien des équipes sur le terrain. Ces tensions révèlent l'essoufflement d'un système basé sur une dépendance mutuelle entre bailleurs et organisations d'exécution.

Pour sortir de ces impasses, plusieurs pistes de réforme sont envisagées :

- Réduire les coûts et revoir les modes de rémunération au sein des grandes institutions ;
- Adapter les interventions aux crises prolongées ;

- Renforcer la place des acteurs locaux, sans tomber dans un transfert brutal de responsabilités ;
- Diversifier les sources de financement ;
- Et mobiliser davantage les ressources non gouvernementales.

Mais ces propositions s'accompagnent d'une question de fond : la communauté internationale est-elle prête à partager réellement le pouvoir, à rompre avec une vision néocoloniale, et à reconnaître la diversité des modèles d'aide ?

Cette réflexion invite à dépasser la logique du don unilatéral et universel pour imaginer une coopération plus équilibrée, plurielle et adaptée aux contextes locaux. Repenser le modèle économique de l'aide humanitaire n'est donc pas seulement une urgence financière, mais aussi un enjeu éthique et politique majeur : il s'agit de sortir de l'impérialisme institutionnel et d'inventer une solidarité internationale réellement partagée.

Repenser l'architecture de la coopération internationale dans un contexte de grands bouleversements

Jade St-George (U. Laval) et Rathuja Sivasubramaniam (U. Laval)

La présentation propose de repenser en profondeur la façon dont fonctionne la coopération internationale, à la lumière des grands changements du monde actuel. Elle propose de ne plus la baser sur l'idée du don, mais sur celle de la réparation, de la guérison collective et de la décolonisation. Elle commence par une reconnaissance des territoires et un appel à la solidarité avec les peuples autochtones, inscrivant ainsi la réflexion dans la continuité des luttes pour la justice historique.

La présentation met d'abord en évidence les racines coloniales du système d'aide et de coopération. Né dans un contexte post-impérial, ce secteur n'a jamais accompli son objectif de disparition par la réussite : il reste structuré par une vision eurocentrée du progrès et par une hiérarchie entre Nord et Sud. Les anciennes représentations coloniales, qui voyaient la majorité du monde comme « primitive », ont nourri des formes de racisme, de déshumanisation et de suprématie blanche qui influencent encore aujourd'hui les politiques et les mentalités liées à l'aide. Sous le discours humanitaire se cachent encore des logiques d'exploitation et de domination qui ont permis l'enrichissement des pays du Nord : pillage, extraction, génocides et appropriation des ressources. Ces violences ont causé des dommages matériels, psychologiques et culturels profonds, à l'origine d'une dette historique qui n'a jamais été réparée.

Dans cette optique, la théorie de la réparation est présentée comme une alternative à une forme de solidarité encore marquée par le paternalisme. Née des mouvements militants,

elle cherche à faire reconnaître les injustices structurelles et à transformer les rapports de pouvoir. La réparation n'est pas un acte de charité ni un simple transfert d'argent, mais une démarche politique et morale fondée sur la responsabilité. Elle rappelle que, dans l'histoire, les réparations ont souvent été détournées de leur sens, comme avec la dette imposée à Haïti ou les compensations versées aux anciens propriétaires d'esclaves, et propose de repenser entièrement leur logique : reconnaître les torts structurels et s'en servir comme point de départ pour construire un nouvel équilibre mondial.

L'analyse met en avant la responsabilité actuelle du Canada dans la poursuite de ces rapports de domination. Les activités minières et extractives de ses entreprises en Amérique latine, les atteintes à l'environnement et la répression des mouvements sociaux montrent que la logique coloniale reste bien présente. La participation du pays à l'exportation d'armes et au soutien de systèmes de domination militaire renforce cette continuité. Cela conduit à appeler à la reconnaissance d'une dette écologique et morale, et à envisager la réparation comme une responsabilité commune entre les nations.

Les intervenantes défendent une approche globale et transformatrice, qui dépasse la réforme institutionnelle pour remettre en question les fondements du système. Réparer ne peut être une finalité : c'est un processus vivant tant que les logiques coloniales persistent. Cette démarche s'inspire d'une vision holistique proche du mouvement rastafari, où la réparation inclut la guérison spirituelle, psychologique et culturelle.

Plusieurs pistes de reconstruction sont proposées : promouvoir la décroissance et des économies centrées sur le bien-être ; reconnaître et compenser la dette écologique ; renforcer la solidarité entre les pays du Sud ; repenser la justice numérique et l'accès équitable aux technologies ; soutenir les espaces culturels et diasporiques comme lieux de réappropriation et de résistance. Ces initiatives, à l'image du festival *Wakati Waytu*, visent à retisser les liens entre continents et diasporas.

Enfin, la guérison est envisagée comme une pratique collective : elle implique la restauration des visions du monde, la réinvention des imaginaires et la reconstruction d'un rapport juste au vivant. L'avenir de la coopération internationale ne peut se limiter à la résilience ; il doit s'inscrire dans un horizon de réparation active, où les peuples participent à rebâtir ensemble un monde plus équitable, réparateur et plural.

Financer l'aide autrement : quelles alternatives au paradigme des subventions

Nadia Guerch (Cowater International) et Christian Novak (McGill)

La présentation s'intéresse aux nouvelles façons de financer la coopération internationale, dans un contexte où la crise actuelle n'est pas seulement une question de ressources financières, mais aussi de modèle. Elle appelle à repenser un système d'aide longtems basé sur les subventions, centralisé et prescriptif, et qui a du mal à prouver son véritable impact. Le débat ne porte plus uniquement sur le montant de l'aide, mais sur le « qui » et le « comment » : qui décide, qui finance et comment les mécanismes de financement façonnent la nature même de l'aide.

Les recherches présentées s'inscrivent dans une étude comparative sur les mécanismes alternatifs de financement. Ces dispositifs ne visent pas à remplacer les subventions, indispensables dans certains contextes, mais à les compléter. L'enjeu est de diversifier les sources, de modifier les structures existantes et de repenser la logique d'incitation et de redevabilité. Certains modèles alternatifs peuvent toutefois créer de nouvelles dépendances budgétaires ou favoriser une approche trop technique de la performance. L'objectif n'est donc pas d'arrêter les financements, mais de les gérer autrement.

Le premier modèle évoqué est celui des financements axés sur les résultats, qui propose un véritable changement de paradigme : financer non plus les activités, mais les effets tangibles produits. Ce type de dispositif offre plus d'autonomie aux prestataires, offre une flexibilité dans l'exécution et renforce la reddition de comptes autour des résultats plutôt que des moyens. On peut classer les financements en trois groupes principaux : les financements axés sur la performance, les obligations liées à l'impact et les fonds axés sur les résultats.

L'exemple du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) illustre cette approche à travers une obligation à impact humanitaire. Ce dispositif financier a permis de réunir environ quarante millions de dollars auprès d'investisseurs privés et institutionnels, versés uniquement si les objectifs convenus étaient atteints. Le CICR, en collaboration avec des partenaires locaux, a défini les indicateurs à suivre et mis en place un mécanisme de vérification indépendant. Les résultats ont montré qu'il était possible d'attirer des capitaux privés dans un domaine jusque-là financé par des fonds publics, tout en démontrant une réelle résilience institutionnelle. Ce type d'initiative demeure toutefois complexe et soulève plusieurs défis : des montages financiers lourds, le risque d'exclure les populations les plus fragiles, et une tension entre la recherche d'efficacité mesurable et le souci d'équité.

Un deuxième modèle étudié est celui du financement par les diasporas, dont les transferts représentent environ 685 milliards de dollars par an, soit presque trois fois plus que l'aide publique au développement. Ces flux se distinguent par leur stabilité et leur nature solidaire. Ils mobilisent divers formes de capital : financier, informationnel, social et passionnel. Les obligations de la diaspora, titres de dette émis par les États à destination de leurs ressortissants à l'étranger, constituent un instrument innovant. L'exemple du Nigéria montre qu'un tel dispositif peut contribuer à financer le déficit public et les infrastructures nationales. D'autres initiatives, encore embryonnaires, expérimentent un système d'appariement où chaque dollar investi par la diaspora est doublé par un bailleur institutionnel.

Ces approches ne visent pas à remplacer les subventions, mais à les compléter. Elles comportent des risques, éthiques, politiques et institutionnels, qui exigent des garde-fous solides. Elles offrent malgré tout l'opportunité de redonner un rôle central aux acteurs locaux et de diversifier les sources de financement.

Les échanges ont souligné plusieurs enjeux : la difficulté à mesurer l'impact réel sur le long terme, la nécessité de répartir équitablement les risques entre bailleurs et acteurs humanitaires et l'importance de repenser la notion de pauvreté au-delà des seuls critères économiques. L'accent a été mis sur la responsabilité partagée de l'ensemble des acteurs et sur la nécessité d'une analyse rigoureuse pour élaborer ces nouveaux instruments de financement.

En résumé, il ne s'agit pas seulement d'augmenter les ressources financières, mais plutôt de réévaluer la façon dont le financement est effectué. Financer autrement, c'est interroger les rapports de pouvoir, la responsabilité et la façon de concevoir l'aide. Repenser les modèles de financement, c'est aussi redéfinir la solidarité, en la rendant moins hiérarchique, plus diversifiée et fondée sur la coresponsabilité. Malgré les incertitudes, la présentation se clôt sur une note d'espoir : celle d'une nouvelle génération décidée à faire évoluer les pratiques et à bâtir un modèle d'aide plus juste et plus durable.

Période de questions et réponses

Le concept de « *soft power* » a été évoqué, en particulier le rôle croissant que jouent aujourd'hui les communautés diasporiques dans son exercice.

Q1. Le modèle de financement du CICR suscite des inquiétudes, notamment autour de la notion de résultats. Comment peut-on mesurer un impact réel, par exemple l'augmentation de l'espérance de vie, alors que certains effets ne se manifestent qu'à long terme ? On peut achever un projet et atteindre les indicateurs, mais il restera pourtant du travail à poursuivre, comme la formation ou le renforcement des capacités.

R1. L'un des aspects les plus complexes concerne justement la définition et la validation des résultats. Ceux-ci ne relèvent pas uniquement du prestataire : un organisme tiers est chargé de les vérifier, dans le cadre d'une évaluation indépendante. Le CICR choisit lui-même les types de résultats qu'il souhaite atteindre, en consultation avec les organisations locales, afin d'intégrer les perspectives des communautés. Dans d'autres situations, notamment lors d'appels d'offres où les résultats sont prédéfinis, ils doivent être construits avec un ensemble d'acteurs : institutions locales, autorités, partenaires du terrain. La question de la pérennisation des actions s'y ajoute également. Un exemple a été donné : le simple nombre de dispensaires n'est, en soi, pas un indicateur suffisant. Il faut comprendre si leur présence est réellement liée à l'évolution des pathologies, s'ils améliorent l'accès à l'information ou s'ils contribuent concrètement à la réduction de la pauvreté.

Q2. La question du partage des risques avec les bailleurs de fonds a été posée : lorsqu'un projet n'atteint pas les résultats attendus, ce sont souvent les organisations humanitaires qui assument presque entièrement le risque.

R2. Sur la gestion des risques, il a été expliqué qu'un système de garanties supplémentaires existe parfois : le bailleur initial met en place ses propres sécurités, et les investisseurs assument une grande partie du risque financier. La manière de définir les résultats dépend fortement des institutions locales, ce qui fait varier le mode de partage des risques d'un contexte à l'autre.

Q3. Beaucoup de décisions financières sont très politiques. Comment s'en sortir, surtout quand on parle de « pays pauvres » alors que ces pays ne le sont pas réellement si l'on regarde au-delà du seul prisme économique ?

R3. À propos de la notion de « réparation », certains soulignent qu'on les taxe d'idéalistes. L'avenir semble incertain, mais une nouvelle génération se mobilise et veut changer les choses, l'exemple de la flottille a été cité pour illustrer ce courage. Cette discussion a aussi remis en question la définition même de la pauvreté, trop souvent réduite à un indicateur économique. De quoi parle-t-on réellement lorsque l'on qualifie un pays de « pauvre » ?

Enfin, la question de la liberté a été évoquée : chacun, selon sa position sociale, a un rôle à jouer. Du point de vue canadien, il s'agit notamment de reconnaître ses propres mécanismes d'influence et d'outiller la jeunesse, considérée comme un véritable moteur d'espoir.

PANEL 2 : RÉSISTANCES ET OPPORTUNITÉS

Réduction des financements et offensive idéologique : impacts sur l'égalité de genre, les droits des femmes et résistances féministes (CECI)

Julie Théroux-Séguin (CECI)

La présentation analyse les effets conjoints de la réduction des financements de l'aide internationale et de la montée d'une offensive idéologique conservatrice sur les droits des femmes et l'égalité de genre. Elle s'appuie sur des recherches documentaires et des entretiens avec des acteurs du secteur, pour mesurer l'ampleur de ces impacts et identifier les formes de résistance qui émergent.

Les données révèlent une importante diminution des fonds alloués aux droits des femmes : entre 2021 et 2022, moins de 1 % de l'aide publique au développement leur était consacrée. Cette contraction a des effets directs : 90 % des organisations interrogées se disent affectées, près de la moitié envisagent de fermer dans les six mois et plus de la moitié ont suspendu certaines activités. Le Canada, longtemps considéré comme un leader dans ce domaine, n'a pas clarifié ses nouvelles priorités, ce qui remet en cause des avancées obtenues au fil du temps. Parallèlement, plus d'un quart des gouvernements constatent une hausse des attaques contre les droits des femmes et la progression des discours anti-genre.

Ces mouvements ne sont plus marginaux. Apparues dans les années 1990 autour d'organisations religieuses opposées à « l'idéologie du genre », ces campagnes se sont étendues dans les années 2010 avec des mobilisations comme *La Manif pour tous* et se sont internationalisées, notamment en Amérique latine. Coordinés et transnationaux, ces réseaux utilisent désormais le langage des droits humains pour défendre la « famille traditionnelle » ou le « droit des parents à éduquer leurs enfants ». Ils disposent de moyens financiers importants, estimés à plus de 1,2 milliard de dollars entre 2018 et 2023, provenant de la droite chrétienne américaine, d'organisations religieuses conservatrices et de certains gouvernements.

Cette offensive idéologique s'accompagne d'une pression accrue sur les fondations progressistes, comme Open Society, accusées de promouvoir les questions de genre ou les droits des personnes LGBTQ+. Ces attaques cherchent à limiter leur influence sur la scène internationale et, indirectement, à fragiliser les organisations locales qui dépendent de leur soutien. Pour ces dernières, la baisse des financements entraîne une triple conséquence : réduction de leur visibilité diplomatique, dérive de leur mission pour assurer leur survie et perte de leur capacité de plaidoyer auprès des États.

Face à cette double offensive financière et idéologique, les mouvements féministes déploient plusieurs stratégies de résistance. Certaines fondations documentent leur impact

pour démontrer la pertinence de leurs actions. D'autres renforcent leurs alliances à travers le « triangle de velours », qui unit militantes de terrain, féministes travaillant dans les institutions publiques et alliées au sein des instances internationales. Des réseaux plus larges, qualifiés de « carré de velours » intègrent également juristes, journalistes ou activistes numériques. La stratégie la plus mise de l'avant consiste à changer le narratif, à adapter le langage pour maintenir le dialogue et préserver l'espace d'action, tout en subvertissant les discours dominants par la documentation, la preuve et la mise en valeur des réussites.

En conclusion, la présentation montre que la baisse des financements et la montée des idéologies conservatrices se renforcent mutuellement et fragilisent les droits des femmes. Mais elle met aussi en lumière la créativité et la résilience des mouvements féministes, capables de se réinventer, de bâtir de nouvelles alliances et de poursuivre la lutte pour l'égalité dans un contexte mondial de régression.

Protect Humanitarians : protéger le personnel humanitaire national dans un espace humanitaire fragilisé

Olivier Vandecasteele et Rafael Van Den Bergh (Protect Humanitarians)

La présentation s'intéresse à Protect Humanitarians, une organisation récente et de petite taille, mais portée par une grande ambition : défendre les travailleurs et travailleuses humanitaires, surtout les personnels nationaux, face à l'augmentation des violences et au manque de soutien structurel.

Elle souligne d'abord que la localisation de l'aide n'est pas un phénomène nouveau. Bien avant d'être érigée en stratégie par les bailleurs de fonds, elle s'est imposée dans des contextes de crise, comme en Syrie en 2014 ou en Ukraine, où les acteurs locaux ont assuré l'essentiel de la réponse humanitaire. Ce constat invite à aller au-delà des discours politiques pour examiner la réalité du terrain : quelles leçons tirer de ces expériences et quelles conditions mettre en place pour que la localisation soit plus juste et équitable ?

Les données présentées montrent une augmentation continue des violences envers les humanitaires depuis 2009. Les travailleurs nationaux et locaux représentent 97 % des victimes d'incidents violents, mais ils ne bénéficient souvent ni de la protection, ni de la reconnaissance, ni des ressources accordées aux grandes organisations internationales. Le secteur humanitaire évolue aujourd'hui dans un contexte marqué par la fragilité des financements, la polarisation géopolitique, la bureaucratisation du système et une culture de conformité qui tend à dissimuler la dégradation des conditions de travail. Ces dynamiques provoquent une véritable crise structurelle : le risque se déplace vers ceux qui ont le moins de moyens, entraînant épuisement, précarité et perte de compétences.

Face à cette réalité, Protect Humanitarians, fondée en 2024, agit à la fois pour défendre les droits des travailleurs humanitaires et pour leur apporter un soutien concret. L'organisation sensibilise les décideur.se.s et le public à la protection du personnel humanitaire, qu'elle considère non comme un luxe, mais comme une obligation morale et professionnelle. En collaboration avec le consortium Protect Aid Workers, elle aide directement les humanitaires victimes de violences en leur apportant un appui financier, médical et psychologique (SMSPS). En parallèle, elle mène des recherches et réunit des experts afin d'identifier les meilleures pratiques en matière de santé mentale, de soutien psychosocial et d'accès à la justice.

Les recommandations issues de ces travaux insistent sur la nécessité d'établir des normes minimales de protection, d'identifier les ressources déjà disponibles, de renforcer les liens entre la recherche et le terrain, et de mettre en place des dispositifs solides de soutien au sein des organisations. La création d'une communauté de pratique sur la santé mentale et le soutien psychosocial, récemment lancée à Bruxelles, vise à mutualiser ces efforts et à favoriser l'apprentissage collectif.

Sur le plan juridique, l'organisation préconise de renforcer la place et la voix des survivants de violences, de soutenir les ONG locales dans le signalement des incidents. Elle tente aussi d'instaurer une assurance juridique pour les personnels de terrain, et de collaborer avec les États pour faire évoluer les cadres de protection. La mise en place d'une plateforme d'expertise juridique et la promotion de recherches appliquées doivent permettre de transformer les recommandations en pratiques concrètes.

La présentation se conclut sur un appel à la mobilisation collective. Seule une communauté de pratique internationale, unissant chercheur.se.s, praticien.ne.s, bailleurs et organisations locales, permettra de bâtir un système humanitaire plus sûr, plus équitable et réellement fondé sur la solidarité. Protéger les humanitaires, rappellent les intervenants, n'est pas un « plus », mais un devoir collectif essentiel pour préserver l'intégrité du travail humanitaire lui-même.

Période de questions et réponses

Les échanges ont permis d'approfondir plusieurs points soulevés pendant les présentations, notamment autour des alliances, de la localisation, de la justice et du climat politique dans lequel évolue la coopération internationale.

La discussion a d'abord mis en avant la nécessité de reconnaître l'existence d'alliances discrètes, parfois conçues pour affaiblir certaines institutions du secteur. Cela a ouvert un débat sur la localisation de l'aide, trop souvent traitée comme une formalité administrative

destinée à « cocher des cases », alors qu'elle touche surtout à des enjeux fondamentaux de justice et d'équité.

Une autre question a été soulevée : le manque d'accès à la justice pour les humanitaires victimes de violences. Même si de nombreux cas sont documentés, très peu parviennent à obtenir réparation. La réponse a rappelé les principaux obstacles : les procédures juridiques, qui peuvent s'étendre sur cinq à dix ans, le manque d'enthousiasme des organisations à engager des démarches juridiques de peur de compromettre leur accès humanitaire, et le coût très élevé des recours. Pourtant, à long terme, laisser ces violences sans réponse fragilise l'ensemble du système. Certaines pistes existent toutefois, comme la mobilisation de soutiens privés ou l'aide de juristes *pro bono*, notamment dans le cadre des actions menées par Protect Humanitarians.

La conversation s'est ensuite tournée vers la montée d'une tendance politique conservatrice dans plusieurs pays donateurs. Une participante s'est inquiétée de ce que cela implique pour les politiques féministes qui avaient auparavant été mises de l'avant, en particulier au Canada. La réponse a rappelé que ces mouvements sont cycliques : les priorités changent, les discours aussi, mais il reste essentiel de protéger les acquis, même en période de repli. L'enjeu est de rester suffisamment flexible pour traverser les changements politiques sans perdre la capacité d'avancer lorsque le contexte devient plus favorable.

Un autre intervenant a rappelé que ces cycles peuvent être déstabilisants et amènent parfois à explorer des terrains encore méconnus. Il a aussi témoigné des risques croissants auxquels font face les humanitaires, citant la hausse des violences et le doublement du nombre d'attaques mortelles. Les humanitaires sont de plus en plus perçus comme des cibles, voire comme des ennemis à abattre.

Enfin, une question a porté sur les conséquences concrètes des coupes budgétaires et des attaques ciblées contre les acteurs humanitaires. Les intervenants ont souligné un paradoxe : en Europe, les thématiques de genre et de localisation sont présentées comme des priorités, mais la protection des personnels nationaux reste insuffisante. La localisation de l'aide ne peut être crédible si elle ne s'accompagne pas d'une protection équitable pour les équipes locales.

La discussion s'est close sur un exemple récent : le 24 août, le navire *Ocean Viking* a été délibérément attaqué par les autorités libyennes, alors que l'Union européenne reste l'un des principaux bailleurs de la Libye pour la gestion des flux migratoires. Aucun commentaire officiel n'a suivi cet incident, illustrant le silence politique et le manque de cohérence entre les discours de solidarité et les pratiques réelles de protection.

PANEL 3 : ÉTUDE DE CAS ET INNOVATIONS ÉMERGENTES

Quel avenir pour le Pacte mondial pour les réfugié.e.s dans un système international en crise ?

Rémy Kalombo (U. Senghor)

La présentation s'intéresse à l'avenir du « Pacte mondial pour les réfugiés », adopté en 2018 avec pour ambition de renforcer la solidarité internationale et d'améliorer la réponse collective aux déplacements forcés. Il est conçu autour de quatre grands objectifs: alléger la pression sur les pays d'accueil, favoriser l'autonomie des réfugié.e.s, améliorer les conditions de vie et soutenir les retours volontaires. Ce pacte reposait sur une idée centrale : le partage équitable des responsabilités.

Sept ans plus tard, ce principe est fragilisé. Le système international de protection des réfugié.e.s fait face à une crise profonde, marquée par la baisse des financements, la multiplication des conflits et la polarisation politique. Le cas du Niger, présenté comme étude de terrain, illustre les contradictions de ce système en tension.

Pays à faible revenu situé au cœur du Sahel, le Niger accueille aujourd'hui près de 400 000 réfugié.e.s tout en affrontant l'insécurité, les effets du changement climatique et ses propres défis de développement. Malgré ses engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugié.e.s de 2023 (notamment élargir l'accès à l'éducation, lutter contre le changement climatique et promouvoir des solutions durables), le pays subit de plein fouet une chute brutale des financements. Entre 2024 et 2025, le budget du HCR pour le Niger a été réduit de près de 80 %, entraînant la suspension de 40 % des interventions. Les États-Unis, premier bailleur, ont diminué leur contribution de 27,6 à 10,4 millions de dollars, provoquant un effet domino sur les autres partenaires européens.

Les conséquences humanitaires sont immédiates et graves : plus de 200 000 réfugié.e.s se retrouvent privés d'accès aux soins, 100 000 d'eau potable, 90 000 enfants déscolarisés et des centaines de milliers de personnes sans assistance alimentaire. Les programmes d'abris, de santé mentale et de protection sont interrompus, tandis que la résilience et l'autonomie des réfugié.e.s s'érodent. Dans plusieurs zones, leur présence, autrefois perçue comme bénéfique pour les communautés hôtes, tend désormais à être vue comme un fardeau supplémentaire.

Par conséquent, les acteurs locaux se retrouvent en première ligne, souvent sans soutien suffisant et avec des moyens limités. Leur engagement constant témoigne de leur rôle crucial, mais aussi de la fragilité d'un processus de localisation où la charge du risque pèse de plus en plus sur ceux qui disposent du moins de ressources. L'urgence humanitaire et les contraintes budgétaires limitent la capacité d'innovation : les organisations se

concentrent sur l'essentiel, cherchant à coordonner leurs actions, mutualiser leurs moyens et cibler les zones les plus critiques pour tenter de maintenir une aide minimale.

Le HCR tente, de son côté, de redéfinir son rôle. Il s'efforce d'intégrer les réfugié.e.s dans les systèmes nationaux d'éducation, de santé et d'emploi, en développant des partenariats avec le secteur du développement, et en explorant de nouvelles formes de financement. L'objectif est de dépasser les approches parallèles pour bâtir des réponses durables et partagées. Cependant, un paradoxe est souligné : être associé à un programme international n'est pas toujours un avantage, car cela peut diluer la responsabilité des États et les inciter à se reposer sur l'aide extérieure.

Dans ce contexte, repenser la mise en œuvre du « Pacte mondial pour les réfugiés » apparaît comme un impératif. Il s'agit de rendre la solidarité plus équitable, de diversifier les sources de financement, de renforcer les capacités locales et de redonner sens à la responsabilité collective. L'avenir du pacte dépendra de la capacité du système international à sortir d'une logique de gestion de crise pour renouer avec celle du partage réel des responsabilités, condition essentielle à une protection durable et juste des réfugié.e.s.

Les organisations humanitaires face au (sous) financement des crises au Cameroun

Rocif Axel Pueugue Simo (U. Ottawa)

La présentation examine les effets du sous-financement chronique et de la suspension de l'aide américaine sur la réponse humanitaire au Cameroun, à partir d'une enquête de terrain menée entre janvier et juin 2024. Dans la lignée des réformes initiées depuis le Sommet humanitaire mondial d'Istanbul de 2016, elle interroge la manière dont les organisations locales et internationales s'adaptent aux contraintes budgétaires, politiques et institutionnelles d'un système humanitaire en recomposition.

Le Cameroun fait face aujourd'hui à plusieurs crises humanitaires concomitantes. Dans l'Extrême-Nord, les attaques de Boko Haram et l'insécurité alimentent les déplacements internes. À l'Est, des réfugié.e.s centrafricains sont installés depuis plus de vingt ans, dans des zones où les ressources locales sont déjà fragiles. Dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, un conflit interne continue de provoquer des violences et des exodes. Ces crises prolongées touchent près de 3,4 millions de personnes, mais peinent à attirer l'attention internationale.

Depuis plusieurs années, le Cameroun figure parmi les plans humanitaires les moins financés d'Afrique. Le retrait des États-Unis en 2025 a accentué cette fragilité : principal contributeur historique, leur désengagement n'a pas été compensé par les autres bailleurs. L'Union européenne, devenue premier donateur, n'a pas augmenté ses apports, entraînant une réduction de moitié du nombre de bénéficiaires pris en charge. Le Plan de réponse humanitaire est passé de deux millions à un million de personnes couvertes. Les interventions se concentrent désormais sur les urgences jugées prioritaires, au détriment de populations pourtant vulnérables, comme les anciens réfugié.e.s centrafricains.

Ce déséquilibre financier s'inscrit dans un contexte politique complexe. Le régime camerounais, en place depuis plus de quarante ans, exerce un contrôle étroit sur la présence internationale dans le pays. Les bailleurs, soucieux de ne pas déstabiliser un allié clé dans la lutte contre le terrorisme régional, acceptent cette posture, ce qui crée une forme de connivence implicite entre pouvoir politique et partenaires internationaux. Ce climat limite les marges de plaidoyer des ONG locales, qui évoluent dans un espace civique restreint et dépendant des circuits financiers étrangers.

Dans ce contexte, la progression de la localisation de l'aide demeure lente, malgré plusieurs initiatives structurantes lancées depuis 2018. La création d'un Forum national des ONG, regroupant plus de 300 organisations, et d'un groupe de travail sur la localisation piloté par l'UNICEF, témoigne d'un certain renforcement de la coordination. Trois ONG nationales siègent désormais à l'Équipe humanitaire pays, une première au Cameroun. Pourtant, le transfert effectif de pouvoir et de ressources reste largement symbolique : la coordination demeure dominée par les acteurs onusiens, et les financements continuent de transiter par les ONG internationales. L'Union européenne, bien qu'acteur majeur, finance principalement les structures étrangères, ce qui entrave la montée en capacité des acteurs locaux.

Le triple nexus, qui vise à articuler les dimensions humanitaires, de développement et de paix, se met progressivement en place, mais de manière inégale. La Banque mondiale investit dans des projets de développement dans les zones accueillant des réfugié.e.s, tandis que le secteur privé commence à s'engager dans des initiatives d'infrastructure et de relèvement. Cependant, ces dispositifs reposent souvent sur un canal étatique dans un contexte marqué par la corruption et le manque de transparence, ce qui réduit leur impact. Par ailleurs, les bailleurs de fonds tendent à concentrer leurs efforts sur les crises les plus médiatisées ou présentant un intérêt géopolitique, laissant le Cameroun dans l'ombre.

Face à la centralisation du pouvoir, une décentralisation humanitaire émerge timidement. Certaines communes participent à la planification locale et mobilisent de modestes budgets, mais leurs capacités demeurent faibles et souvent influencées par des logiques

électorales. Ces dynamiques locales pourraient, à terme, offrir une alternative crédible aux structures de coordination traditionnelles, à condition qu'elles puissent s'appuyer sur un cadre politique plus ouvert et sur des ressources stables.

En conclusion, la présentation souligne que la crise humanitaire au Cameroun reste largement invisible sur la scène internationale. Cette invisibilité est alimentée à la fois par le choix politique du gouvernement et par le désintérêt relatif des bailleurs. Cette situation entretient un cercle vicieux de sous-financement, qui affaiblit les efforts de localisation et de coordination. Le Cameroun illustre ainsi les paradoxes d'un système humanitaire en mutation : un système où la solidarité s'érode, où les réformes restent inachevées, et où les acteurs locaux continuent de porter la charge d'une aide toujours plus contrainte et politisée.

Aperçu des programmes d'aide au Sri Lanka : l'impact du retrait de l'aide américaine

Natasha Fernando (SADF)

La présentation offre un panorama des programmes d'aide étrangère au Sri Lanka et s'attarde sur les conséquences du retrait de l'aide américaine, dans un contexte marqué par une crise économique et politique d'une ampleur inédite. Elle met en évidence la dépendance historique du Sri Lanka à l'aide internationale, la reconfiguration de ses partenariats et les stratégies émergentes pour maintenir à flot un système de coopération fragilisé.

Depuis son indépendance, le Sri Lanka a constamment eu recours à l'aide extérieure pour soutenir son développement, notamment durant les périodes post-indépendance et post-conflits. Classé jusqu'à récemment parmi les pays à faible revenu, il est désormais un pays à revenu intermédiaire inférieur. Toutefois, les multiples crises successives (la guerre civile des années 1980 et 1990, puis la crise économique de 2022, la plus grave de son histoire) ont ravivé sa dépendance à l'aide étrangère. La réduction de ces financements touche particulièrement les femmes, les enfants et les groupes les plus vulnérables, qui subissent directement la dégradation des services sociaux, éducatifs et sanitaires.

Trois grands types d'aide structurent le soutien international au Sri Lanka : l'aide bilatérale, humanitaire et économique. Les prêts, assortis d'intérêts, côtoient des subventions non remboursables, tandis que les lignes de crédit financent les projets d'infrastructure et de développement.

La Chine est devenue aujourd'hui le premier bailleur du pays, avec plus de 14 milliards de dollars américains investis, principalement dans les infrastructures : routes, ports, centrales

et zones industrielles. Ces financements ont soutenu la croissance à court terme, mais ils ont aussi contribué à un endettement massif, faisant du Sri Lanka un symbole de la « dette chinoise ». L'Inde, deuxième partenaire majeur, a apporté près de 7 milliards de dollars, dont 800 millions en subventions. Elle a été la première à répondre à la crise de 2022 en soutenant la construction d'infrastructures essentielles et en ouvrant des lignes de crédit pour l'importation de biens vitaux.

D'autres partenaires restent engagés: le Japon, qui vise la gestion des catastrophes, la santé et l'assainissement, l'Union européenne, avec 60 millions d'euros pour l'économie circulaire et la réforme judiciaire, l'Allemagne, engagée dans la lutte contre le gaspillage alimentaire et les déchets plastiques, l'Australie, avec 75 millions de dollars pour la sécurité alimentaire et le développement rural, et la Corée du Sud, qui soutient la gestion des déchets solides.

Les États-Unis, eux, ont longtemps occupé une place centrale, avec près de 2 milliards de dollars d'aide cumulée, répartie entre programmes économiques, humanitaires et militaires. Ils ont financé des projets d'énergie renouvelable, de justice, de gestion des déchets plastiques et de lutte contre le changement climatique, ainsi qu'une aide de près de 18 millions de dollars pendant la pandémie de COVID-19. Le point de rupture est survenu avec l'abandon du Millennium Challenge Corporation Compact (MCC), une subvention de 428 millions de dollars, rejetée sous l'administration Trump à la suite de manifestations nationalistes et anti-américaines, notamment dans les régions tamoules. Ce retrait a marqué une rupture, symbolisant à la fois une perte de confiance politique et la montée d'un sentiment de rejet de l'ingérence étrangère.

En 2024, les fonds américains restants, d'environ 24 millions de dollars, n'ont pas suffi à maintenir les programmes existants. La fermeture de nombreux projets a provoqué des licenciements, des pertes d'expertise et un gaspillage de ressources affaiblissant la coopération bilatérale et laissant davantage de place à l'Inde et à la Chine.

Dans ce contexte, le Sri Lanka cherche à diversifier ses sources d'aide et à recomposer ses alliances. De nouveaux partenariats émergent avec la Corée, l'Union européenne et plusieurs pays du Moyen-Orient. Sur le plan interne, des innovations locales voient le jour, notamment des programmes de microfinance communautaire pour les femmes, des initiatives de résilience climatique à l'échelle municipale et des projets de coopération Sud-Sud avec d'autres pays d'Asie du Sud et d'Afrique.

Pour 2025, le Sri Lanka mise sur une stratégie fondée sur trois axes : le renforcement des investissements directs étrangers, le développement d'une coopération Sud-Sud plus structurée et la réduction des risques de catastrophe comme priorité nationale. Cette

diversification vise à limiter la dépendance envers les grandes puissances et à encourager une solidarité régionale pragmatique.

En conclusion, le retrait américain a provoqué un choc profond dans le système d'aide du Sri Lanka, mais il a aussi créé une fenêtre d'opportunité pour repenser son modèle de coopération. Entre recomposition des partenariats, résilience locale et ouverture vers de nouveaux horizons, le Sri Lanka cherche désormais à transformer sa dépendance historique en moteur d'autonomie et à inscrire sa politique d'aide dans une logique de développement plus équilibré et durable.

Période de questions et réponses

La période d'échanges a permis d'approfondir plusieurs des enjeux soulevés durant le panel, en mettant en dialogue les expériences du Niger, du Cameroun et du Sri Lanka autour de la question centrale : comment repenser les logiques de l'aide internationale dans un système de plus en plus fragmenté et politisé ?

Les discussions ont d'abord porté sur les dynamiques géopolitiques du développement, illustrées par l'exemple du Niger. La loi de 2017 sur le trafic de migrants, adoptée sous l'ancien régime pour répondre aux attentes européennes, a été abrogée par les nouvelles autorités après la rupture avec la France. Cette décision, perçue à Paris comme un geste de défi, traduit une tension entre les impératifs sécuritaires extérieurs et les logiques locales de survie. Le Niger, traversé par l'une des principales routes migratoires d'Afrique, accueille des centres de transit financés par l'Union européenne. Or, loin de réduire les flux, ces dispositifs ont parfois attiré davantage de migrants, venus dans l'espoir d'une réinstallation vers l'Europe. Ce paradoxe illustre les limites d'une approche centrée sur le contrôle des routes plutôt que sur l'accompagnement des personnes en mouvement, dont beaucoup refusent la réintégration locale perçue comme un retour forcé.

Les échanges se sont ensuite tournés vers le Sri Lanka, où la question de la transparence et de la diversité des modèles d'aide a été soulevée. Si les pays de l'OCDE privilégient une approche fondée sur la redevabilité et la publication des données, il n'existe aucune base de données exhaustive sur les flux d'aide étrangers dans le pays. Les approches diffèrent : la Chine agit surtout comme prêteur, tandis que le Japon et la Corée du Sud offrent des subventions et une coopération technique. L'Inde, quant à elle, tend à convertir certains prêts en aides non remboursables. Cette opacité rend difficile l'évaluation de l'impact réel de ces financements, et souligne le besoin de documenter les modèles alternatifs de coopération au-delà des standards occidentaux.

Une autre partie du débat a abordé la nature même de l'aide bilatérale, de plus en plus fondée sur des prêts plutôt que sur des dons. Cette évolution alourdit la dette des pays

bénéficiaires et renforce, selon plusieurs intervenants, les logiques d'influence. La Chine et l'Inde jouent désormais un rôle plus direct dans les affaires internes du Sri Lanka, tandis que certains projets américains ont suscité des manifestations nationalistes et une méfiance accrue envers des programmes perçus comme des instruments d'ingérence.

Le Cameroun a été évoqué comme un autre exemple de gestion politique de l'aide. Depuis des décennies, l'État maintient un contrôle strict sur les acteurs internationaux, en acceptant les financements étrangers tant qu'ils ne remettent pas en cause la gouvernance interne. Cette approche pragmatique, centrée sur la préservation du pouvoir, repose sur la mobilisation d'une diversité de partenaires, du Nord comme du Sud, pour financer les services sociaux de base. Toutefois, malgré la multiplication des forums et des groupes de travail sur la « localisation », le transfert réel de pouvoir et de ressources vers les ONG nationales demeure limité, les mécanismes de coordination restant largement pilotés par les agences internationales.

Dans le contexte des prochaines élections au Cameroun, des préoccupations émergent concernant le resserrement de l'espace humanitaire et le risque que les tensions politiques locales évoluent en conflits plus larges. L'État, tout en maintenant un contrôle strict sur les ONG, continue de définir unilatéralement les priorités nationales auxquelles les bailleurs sont tenus de s'aligner.

Les discussions ont également abordé la question du *soft power* et des perceptions liées à l'efficacité de l'aide. Certains ont mis en garde contre la tentation, chez les pays du Nord, de conclure que les pays du Sud « peuvent désormais se débrouiller seuls ». Derrière ce discours d'autonomie, l'aide reste un instrument d'influence géopolitique, dont la dimension stratégique demeure centrale pour les bailleurs.

Enfin, les échanges ont ouvert un débat plus large sur les ressources naturelles, la réparation et la refonte des paradigmes de coopération. Plusieurs participants ont souligné que les pays du Nord ont historiquement tiré profit des richesses et des forces humaines du Sud, relançant la question d'une reconnaissance des dettes historiques et écologiques. Au Niger, par exemple, ce discours sur la spoliation passée alimente une défiance croissante envers les acteurs humanitaires internationaux, plusieurs ayant quitté le pays.

Les intervenants ont conclu sur un appel à la prudence et à la réflexion collective. Il ne s'agit pas de remplacer un paradigme par un autre, ni de s'aligner aveuglément sur de nouveaux modèles, mais de reconnaître la pluralité des formes de coopération possibles. La coopération Sud-Sud, bien qu'annoncée comme une alternative, peut-elle aussi reproduire des logiques de domination, comme l'ont montré certaines expériences au Brésil.

La discussion s'est terminée sur une note d'ouverture : plutôt que de chercher des solutions toutes faites, il faut penser ensemble, au Nord comme au Sud, entre chercheur.se.s, praticien.ne.s et décideur.se.s, les conditions d'une solidarité renouvelée. Ce moment charnière, marqué par la remise en cause des certitudes, doit être saisi comme une occasion de repenser en profondeur la coopération internationale, tout en évitant de transformer les nouveaux paradigmes en dogmes.

Conclusion du panel

Le panel s'est conclu sur un appel à poursuivre la réflexion collective amorcée à travers les études de cas. Beaucoup ont exprimé le désir de garder un lien régulier, notamment avec les collègues et partenaires des régions du Sud, afin de continuer à réfléchir ensemble aux transformations de la coopération internationale.

Dans un contexte mondial particulièrement instable, notamment aux États-Unis, il a été rappelé que les crises humanitaires à venir pousseront forcément les grandes puissances à réinvestir la scène de l'aide internationale, même si leur engagement n'aura sans doute plus la forme d'un altruisme démocratique comme autrefois.

La conclusion a souligné l'importance de préserver l'effort collectif et intellectuel et de faire vivre la solidarité au-delà des conjonctures politiques. Un nouveau courant de pensée commence à émerger : plus critique, plus pluraliste, plus lucide sur les enjeux de l'aide internationale.

Malgré les incertitudes, ce panel aura permis de franchir une étape importante dans la réflexion et d'en tirer des enseignements précieux : toutes les idées méritent d'être explorées, au moins sur le plan intellectuel, comme autant de pistes pour imaginer une nouvelle manière de penser la coopération internationale de demain

CONCLUSION

Les échanges qui ont rythmé le colloque « L'aide en crise : des conséquences locales aux opportunités imposées » a révélé que le système international de coopération est aujourd'hui engagé dans une transformation des plus profondes. Tout au long de la journée, analyses, récits de terrain et échanges ont convergé vers une même évidence: l'aide internationale ne connaît plus seulement des tensions, elle se trouve à un véritable tournant. Les crises interconnectées, qu'elles soient économiques, politiques, idéologiques, structurelles, mettent en lumière un modèle qui s'épuise. Et cet essoufflement se fait sentir partout : dans les grandes organisations internationales, chez les acteurs locaux, au sein des équipes humanitaires, dans les mouvements féministes et jusque dans les communautés qui accueillent des personnes réfugiées et déplacées.

La journée a permis de dégager trois points essentiels. D'abord, la fragilisation des financements n'est pas un simple moment difficile à traverser: elle s'inscrit dans une évolution profonde et durable du paysage de l'aide, avec des effets immédiats sur la capacité d'action des États, des ONG et des dispositifs de protection. Ensuite, les inégalités de pouvoir et les héritages coloniaux continuent de peser lourd dans les pratiques de coopération, malgré des discours récurrents appelant à leur dépassement.

Enfin, une part croissante de la gestion des risques repose désormais sur les acteurs locaux: qu'il s'agisse de protéger leur personnel, de faire face à des crises qui n'en finissent plus ou de maintenir des services essentiels pour les communautés.

Elle a permis aussi de mettre en lumière des espaces de mouvement, d'adaptation et d'inventivité. Les résistances féministes, les initiatives pour mieux protéger le personnel humanitaire, les expérimentations autour de nouveaux modes de financement, ainsi que les formes émergentes de solidarité locale ou Sud-Sud montrent qu'il existe bel et bien des chemins de renouveau. Ces pistes ne constituent pas encore un nouveau modèle, mais elles dessinent un terrain fertile pour imaginer une coopération plus juste, plus partagée et plus ancrée dans les réalités des territoires.

Au terme de cette journée, une idée s'est clairement imposée : la crise actuelle n'est pas seulement une crise de ressources, c'est aussi une crise structurelle. Repenser l'aide implique d'aller au-delà des réponses techniques pour revisiter les origines des crises et les fondements mêmes d'une solidarité internationale désintéressée, plurielle et durable. Ce colloque a ainsi posé les premières pierres d'un dialogue renouvelé entre chercheur.se.s, praticien.ne.s et décideur.se.s, et invite à poursuivre cet effort collectif pour transformer les incertitudes d'aujourd'hui en véritables opportunités pour demain.



Observatoire canadien
sur les crises et
l'action humanitaires

Compte-rendu préparé par Myriam Ben Dahmen, en collaboration avec François Audet, Sarah Farley, Albert Lamontagne, Marie Claude Savard, Edner Joseph, Emmanuel Audet, Benoit Pierre Laramé. Janvier 2026.

Merci au **ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)**,
les **Fonds de recherche du Québec (FRQ)** et l'**École des sciences de la gestion (ESG)**.